

« JE VOUS DONNE MA PAROLE » N° 4

Témoignage de Marianne GUILLEMIN¹

Chef de l'antenne régionale du SIRPA² Midi-Pyrénées

Auditrice de la 169ème session de l' IHEDN OCCITANIE

FEVRIER 2021



« Le 24 septembre 1963, mon père, Pierre GUILLEMIN, lieutenant de vaisseau dans l'aéronavale, est mort en exercice sur la base de Hyères. Sa mission était d'apponter des avions sur les porte-avions.

Il avait 27 ans et moi 4 ans et demi.

Des années plus tard, j'ai choisi de travailler pour l'armée. »

1. Propos recueillis par Hélène ERLINGSEN-CRESTE 54^{ème} session nationale et 139 session régionale (Toulouse)

2. Service d'Information et de Relations Publiques des Armées

« MON PERE, CE HEROS AU SOURIRE SI DOUX »
 (Victor Hugo « Après la bataille » -La légende des siècles- 1859)

« Quand l'accident s'est produit, il effectuait une passe en miroir³ sur un Aquilon³. Fait d'assemblage de bois et d'aluminium, cet avion coûta la vie à de nombreux pilotes. Après l'accident de mon père et l'enquête qui a duré sept ans, diligentée par l'amiral Sanguinetti, chef d'Etat major de la marine, l'AQUILON a été retiré et remplacé par l'ETENDARD puis le SUPER ETENDARD. »



AQUILON N90 au sein de la flottille F16 (1955-1965)



Mon père, à gauche avec un de ses amis sur la base d'Hyères



Mon père sourit à ses camarades

2. L'aviation embarquée sur porte-avions connaissait ses prémisses. Appontage simulé sur piste. Il s'agit d'un exercice qui entraîne ces avions à apponter par tous temps sur un porte-avions. En miroir, car au bord de la piste ce sont d'immenses miroirs qui permettent de caler la manœuvre). L'AQUILON était un avion prometteur, il devait pouvoir apponter sous n'importe quelles conditions météo.

2. Le de Havilland SeaVenom est un chasseur-bombardier britannique dérivé du Venom. Il a été produit également en France par la Société nationale des constructions aéronautiques du sud-est sous la désignation d'**Aquilon**.



Ma mère, Chantal, est restée veuve à 25 ans alors qu'elle attendait son quatrième enfant, mon petit frère Jean-Pierre.

Quand on était petits, on nous parlait souvent de notre père mais jamais de l'accident. Sur les photos, il souriait toujours. On nous disait qu'il avait eu son bac à 17 ans et qu'ensuite il avait intégré l'école navale. On nous disait que son rêve était d'apporter des avions sur un porte avion. Mais c'est plus tard, quand j'ai travaillé avec des militaires et que j'ai vu des gens mourir dans des opérations extérieures (OPEX) que j'ai revécu avec ces familles, le drame de la mienne.



En promenade avec mon petit frère François-Pierre

Aujourd'hui encore, on se souvient de l'attentat du 23 octobre 1983 pendant l'opération DRAKKAR à Beyrouth au Liban, qui a tué 58 parachutistes français ainsi que la famille libanaise du gardien. Ce fut un jour meurtrier traumatique pour l'armée française. Jean de la Batie, le père du jeune lieutenant Antoine de La Batie⁵, m'a dit un jour : « Vous savez, mon fils n'est pas mort au combat et j'ai besoin de savoir ! »



Le jour de l'attentat à Beyrouth

58 cercueils aux Invalides

Comme lui, moi aussi, j'ai eu besoin de savoir et c'est la raison pour laquelle, près de cinquante ans plus tard, j'ai mené ma propre enquête et j'ai écrit un livre intitulé « **Mon chevalier du Ciel**⁶ » qui explique, entre autre, comment l'absence de mon père a marqué toute ma vie et comment grandir quand la peine est niée, quand le traumatisme est constamment effacé et quand le père passe du statut de héros inconnu à celui de personnage oublié ? En partant sur les traces de mon père, j'ai croisé les fils d'une question universelle : **quelle place donner au père quand celui-ci ne peut plus l'occuper ?**

Pendant des années, j'ai remonté le temps en ouvrant les archives militaires consacrées à ce crash aérien. En décortiquant les causes de l'accident, j'ai vu se dessiner sa personnalité mais aussi l'histoire d'une famille, de toutes les familles qui ont perdu un être cher.

5.. LIEUTENANT DE LA BATIE : 46^{ème} PROMOTION DE L'EMIA 2006-2008 (ECOLE MILITAIRE INTER ARME).

Voici le récit poignant que Frédéric Pons, journaliste de guerre, fait des derniers instants du Lieutenant Antoine Dejean de la BATIE : « Il s'était juré de les protéger et de les ramener tous à leur famille, heureux et grandis par cette mission si particulière. Et voici qu'il ne peut plus rien pour eux. Tenir, c'est prier " *Donnez-moi, mon Dieu, ce qui vous reste. Donnez-moi ce qu'on ne vous demande jamais...* " Il croit parler fort mais sa voix n'est plus qu'un murmure. Quatre, cinq paras, encore vivants à ses côtés, l'écoutent, les yeux grands ouverts dans l'obscurité ou crispés sur leur souffrance. Quelques voix reprennent la prière apprise à Pau. Le Lieutenant montre l'exemple, une nouvelle fois (...) ils ne sont plus que deux à reprendre la prière. Le lieutenant n'entend plus. Il s'est tu depuis un moment. Seul face à lui-même pour ses dernières secondes de vie (...) Son corps est retrouvé dès ce 23 octobre, vers 15h30. Intact, un étrange sourire de paix sur le visage, encadré par deux de ses paras, eux aussi privés de vie. Il est dégagé parmi les premiers, presque par hasard... »

5. Editions MAX MILO. 2015



Marianne Guillemin devant une reproduction de l'Aquilon montrant son livre « Mon chevalier du ciel »

DU JOURNALISME AU SIRPA

*« Mon grand-père était contrôleur général de la marine.
Mon frère était dans l'armée de l'air.
Je me suis mariée avec un officier de l'armée de terre
et j'ai choisi la communication... dans l'armée »*

En 1980, j'ai obtenu mon diplôme de journalisme à l'ESJ⁷. La liberté de la presse est une valeur constitutionnelle qui tient à sa consécration par **l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, de 1789**. Celui-ci énonce que « la libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme ; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement. Cette liberté et la charte éthique du journalisme⁸, ne m'ont jamais quittée.

7. Ecole Supérieure de Journalisme. L'ESJ Paris s'inspire des procédures d'admissions des MBA (HEC et INSEAD), de l'agrégation de Médecine et des « interviews » des grandes universités britanniques et américaines, privilégiant chez le candidat la cohérence entre le savoir, la personnalité et son potentiel de développement.

8. En France, les fondateurs du Syndicat national des journalistes ont rédigé la Charte des devoirs professionnels des journalistes français en 1918, révisée en 1938 et en 2011. Tous les syndicats de journalistes français existant alors ont participé à la rédaction de la charte de Munich en 1971.

J'ai commencé à travailler à la radio (Radio Méditerranée Internationale, une radio à Tanger de la SOFIRAD - société financière de radio-) puis à la télé comme stagiaire à TF1 et à France 3. Un jour, alors que j'avais été envoyée à l'hôtel de Brienne, au ministère de la Défense, pour couvrir une conférence de presse du ministre Charles Hernu, une attachée de presse m'a dit qu'on cherchait des journalistes pour des revues des armées comme « Armées d'aujourd'hui » ou « T.A.M » (Terre. Air. Mer) ⁹ qui était destiné aux appelés. J'ai ainsi appris que l'armée recherchait des gens pour écrire des piges (articles où le journaliste est payé à la ligne ou au reportage).



1981. Mes débuts à la radio à TANGER au nord du MAROC

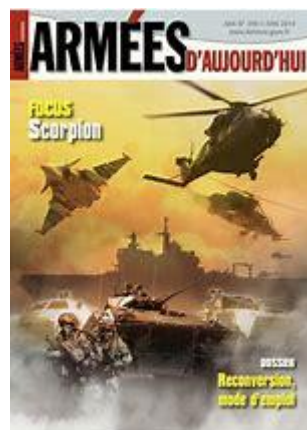
9. Date de création : 1962: Fin de publication : 1987: Numéros : N ° 1 (août 1962) - n ° 492 (février 1987) Lieu de publication : Paris (France) ISSN : 0018-8395.

Dès 1982, j'ai fait quelques piges jusqu'à la naissance de mon fils Mathias.

Par chance, en partant, j'avais eu le soin de laisser mon C.V. à T.A.M et, quelques mois plus tard, j'ai été contactée par Jean-François DUBOS, directeur-adjoint du cabinet du ministre, pour travailler pour les revues de la défense. J'ai dit oui.



- T.A.M. de 1982 à 1987 comme journaliste



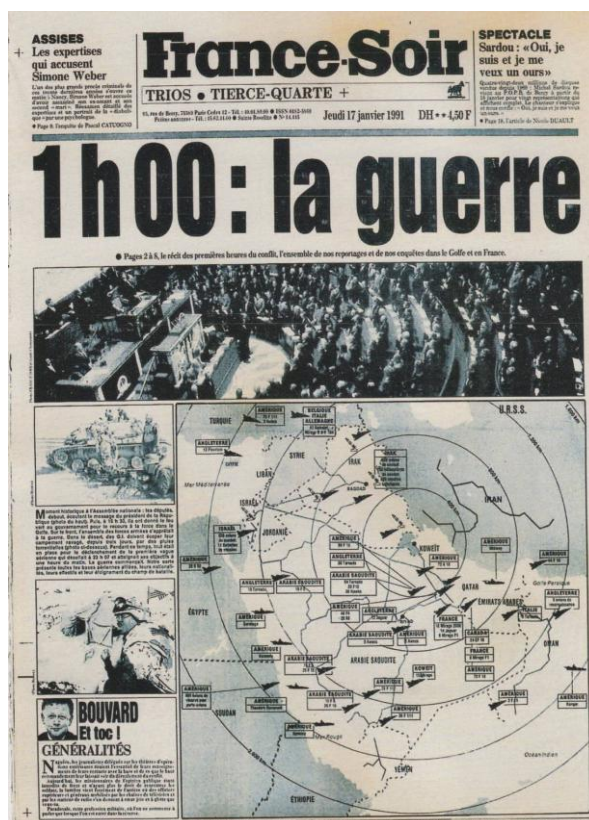
* « ARMEES D'AUJOURD'HUI »¹⁰ comme secrétaire de rédaction jusqu'en 1990, avant la guerre du Golfe.

Ensuite, j'ai travaillé pour le SIRPA Central à Paris (Service d'Information et de Relations Publiques des Armées). D'abord pour les revues des Armées, puis pour les revues internes, au « Bureau Lettres d'information ».

C'étaient des années très intéressantes. C'est à cette époque que mon frère a fait son premier vol sur un JAGUAR, durant la première guerre du Golfe.

10. Succédant à la revue *Forces armées françaises* lancée en 1970, c'est en 1975, à l'initiative du ministre de la Défense de l'époque Yvon Bourges, qu'est créé le magazine *Armées d'aujourd'hui*. Depuis maintenant plus de 40 ans, ce magazine mensuel est le magazine de référence du ministère des Armées. Il est édité par la DICOD.

« La guerre du Golfe a été une prise de conscience pour l'armée. C'est à ce moment-là que sont apparus les officiers de presse. Car, du côté des forces de coalition, notamment américaines, la communication était bien organisée. On a pu faire la différence.. »



A l'époque, il n'y avait pas d'officiers presse. C'était le Centre Opérationnel de Presse International de Défense (le COPID), une cellule du SIRPA, qui s'occupait des journalistes. Le plus souvent, on y envoyait des gens qui n'y connaissent pas grand-chose.

Or, pendant la guerre du Golfe, il a fallu communiquer sur la première attaque aérienne qui a marqué le début du conflit. Il n'y avait pas tous les réseaux sociaux d'aujourd'hui et, bien-sûr, toutes les informations étaient récupérées par nos ennemis. Mon frère, qui était pilote dans l'armée, me disait qu'on faisait du bricolage par rapport aux américains qui eux, disaient : « Pas de moyens, pas de mission ! » Impossible, du côté français.

C'est vrai, il nous est arrivé d'aller au souk, chercher des outils pour bricoler le Jaguar. On ne pouvait pas dire qu'on avait les mêmes radios de veille que l'ennemi qui nous les avait achetées. Quand on s'est aperçus qu'ils nous entendaient, on ne s'est plus servis des radars de veille. Les militaires m'ont dit qu'ils n'avaient pas assez de change et qu'ils devaient les acheter eux-mêmes.

Je me souviens d'un caporal -chef, quelques années plus tard, qui avait contredit le général IRASTORZA, chef d'Etat major de l'armée de terre, en direct devant une chaîne d'info, alors qu'il affirmait aux journalistes que les troupes françaises avaient assez d'équipements. « Mon général, les équipements sont là mais on ne nous les donne pas ! »

Quand il y a ce genre de problèmes, notre rôle aussi, c'est de les faire remonter pour trouver des solutions et que cela ne se reproduise pas.



Après la guerre du Golfe, entre 1990 et 1995, les formations d'officiers de presse avec des chartes élaborées par des journalistes, se sont multipliées.

C'était une période où l'on s'est aperçu qu'on ne pouvait pas communiquer de la même façon que lors de la seconde guerre mondiale. On devait dire des choses vraies mais sans pour autant mettre en danger nos troupes sur le terrain.

C'est aussi à ce moment- là que les journalistes ont appris comment travailler avec la défense en temps de guerre.

En 1995, j'ai réussi le concours de la fonction publique et je ne l'ai pas regretté puisqu'en 1998, le SIRPA est devenu (par décret de 2001) la DICOD¹¹ (Délégation à l'Information et la Communication de la Défense). Si j'étais restée contractuelle je n'aurais pas pu y rester.

En 1988, quand le SIRPA central a été réuni à l'école militaire à Paris, j'avais constaté la différence car on y travaillait comme des journalistes, au service d'un journal, avec beaucoup de moyens (on avait été informatisé dès 1989) ; alors qu'à la DICOD, c'était plus politique. Avant la réunification du SIRPA, on était dans un immeuble particulier, en civil et puis, tout d'un coup, on s'est trouvés à l'école militaire, entourés d'uniformes. Le travail avait un autre sens, plus institutionnel.

11. Etablissement public à caractère administratif sous tutelle du ministère de la Défense (DICOD), avec un conseil d'administration, un directeur et un agent comptable.

***« Et quand les femmes sont arrivées dans la communication,
l'armée s'est aperçue combien elles pouvaient être compétentes !
Mais cela n'a pas toujours suffit... »***

La place des femmes dans l'armée et dans le monde militaire, en général, n'allait pas de soi.

Dès que j'ai commencé à écrire des chroniques sur l'armement ou sur les ponts aériens, j'ai dû essayer quelques réflexions sarcastiques comme : « Ca vous intéresse vraiment ? Vous ne voulez pas plutôt vous pencher sur les familles ? »

Je me souviens très bien de ce Noël au ministère de la défense où, autour de l'arbre, je me suis retrouvée à côté d'un général qui, le lendemain, m'a dit, un peu étonné : « Vos enfants sont si bien élevés ! » Un peu comme si une femme dans l'armée ne pouvait que délaisser sa famille. Je lui ai répondu, en plaisantant : « Oui, bien-sûr, avec une mère pareille, c'est surprenant. Mais, ne vous inquiétez pas, je ne les mets pas dans un placard le matin avec un sandwich pour les récupérer le soir... »

Un autre exemple : il y avait un voyage prévu en Guyane et je n'ai pas pu partir car mon supérieur m'a dit : « Vous n'allez tout de même pas partir en Guyane, en ayant trois enfants ! » Quand je me suis défendue, il m'a répondu « qu'il le faisait pour mon bien ! ». Ce paternalisme était monnaie courante et malheureusement perdue encore aujourd'hui.

Mais c'était surtout le fait de personnels anciens. Je me souviens d'un autre général avec lequel j'avais organisé un petit repas pour la journée de la femme. On avait invité des journalistes et des femmes militaires.

Un moment, il a déclaré : « Il y a toujours eu des femmes dans l'armée »

Je lui ai répondu : « Oui, mais pas des femmes chefs de corps »

Il a rétorqué : « Ah, des femmes, j'en ai plein mon secrétariat ! »

Devant les journalistes, cela a fait son effet.



Femmes au défilé du 14 juillet. Paris

En 1989, j'ai été la première femme à prendre un temps partiel au SIRPA (Loi Balladur)¹²
Je suis allée voir le général adjoint qui s'occupait des RH qui m'a dit tout simplement « qu'il n'en était pas question ! » Ma réponse a été aussi courte : « Ce n'est pas une question, c'est l'application de la loi ! » Selon lui, « je donnais le mauvais exemple... »

A l'époque, c'était de bon ton de rester tard le soir, après les heures de bureau. Moi, je ne pouvais pas me le permettre. On me l'a reprochée : « Madame Guillemin, vous n'avez pas l'esprit d'entreprise ! ».

Un jour, je suis allée régler un problème dans un régiment où une femme, officier communication, n'avait pas pu obtenir un endroit pour se changer. Le chef de corps m'a dit « Elle doit s'adapter. Pour moi, les hommes et les femmes, c'est pareil ! »
Je lui ai répondu : « Votre mère aurait dû vous expliquer que ce n'est pas la même chose ! »
J'ai réussi à lui faire aménager un petit coin pour qu'elle se change à l'abri des regards masculins. Il a fallu aussi se battre pour que les T-shirts échancrés des hommes soient revus pour que les femmes puissent les porter sans montrer leur poitrine.

Et je ne parle pas des cadres qui étaient résolument contre l'arrivée des femmes dans l'armée comme cet amiral qui dirigeait la rubrique « Innovation » à « Armée d'Aujourd'hui ».
Il m'avait dit : « Jamais vous ne verrez des femmes dans les bâtiments ! Jamais ! »
Aujourd'hui, c'est une femme, Amy Bauernschmidt qui commande un porte-avions de l'US Navy !



Amy Bauernschmidt commandant l'USS Abraham-Lincoln

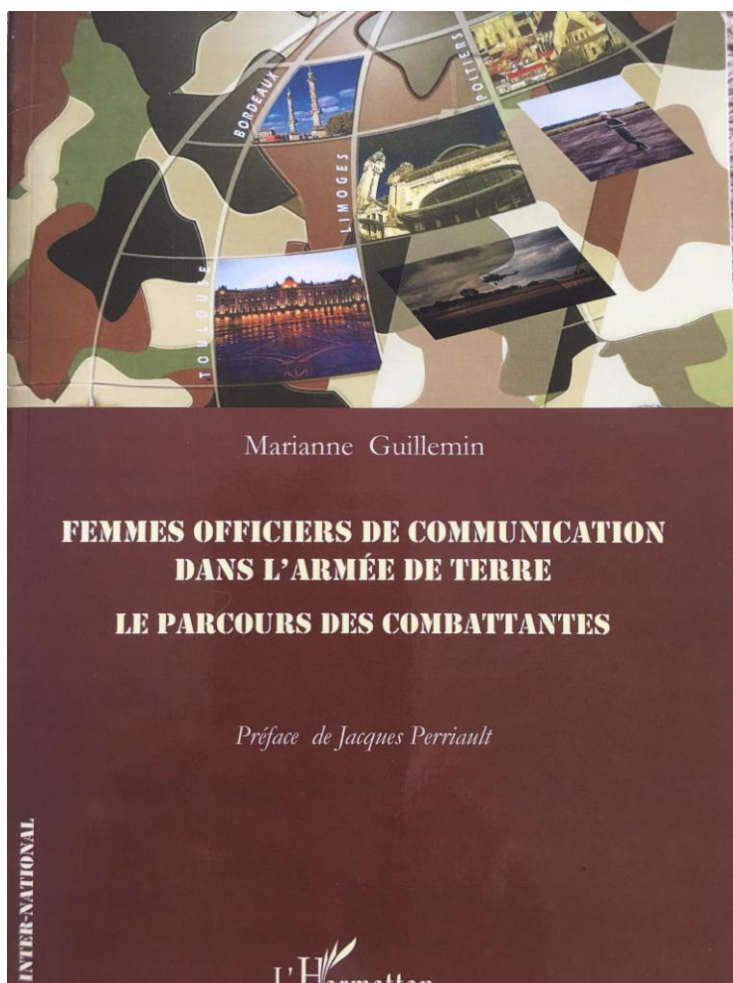
Et depuis 2017, quatre femmes ont embarqué dans un sous-marin nucléaire (SNA) en France. Il faut savoir que depuis les années 2000, l'armée a créé 'le référent mixité', une personne, hors hiérarchie, qu'on pouvait solliciter pour tout problème de harcèlement ou de discrimination due au sexe. J'ai eu des chefs qui se sont fait rappeler à l'ordre.

16. La loi n°89-488 du 10 juillet 1989 a contraint les branches professionnelles et les entreprises à supprimer de leurs accords collectifs les clauses discriminatoires quant aux droits des femmes et des hommes (...).
Dans les entreprises de 300 salariés et plus les indicateurs obligatoires relatifs à l'articulation entre l'activité professionnelle et l'exercice de la responsabilité familiale sont (...) le temps partiel.

Je me suis toujours dit qu'à la retraite, j'écrirai sur ces femmes dans l'armée. Et je l'ai fait en publiant leurs aventures « *Femmes officiers de communication dans l'armée de terre. Le parcours des combattantes* »¹³. Leurs témoignages ont démontré certains dysfonctionnements mais surtout leur enthousiasme voire, leur courage, devant ce défi qu'était de professionnaliser la communication dans l'armée.

Aujourd'hui, si l'armée est professionnelle, c'est surtout grâce à elle.

Reste toujours à changer certaines mentalités. Quand je suis partie sur Toulouse, le combat pour faire reconnaître les femmes dans la communication, n'a fait que continuer.



13. L'Harmattan. 2013. Le parcours des combattantes

Marianne Guillemin. Préface de Jacques Perriault*

*Professeur en Sciences de l'information et de la communication à l'Université de Paris X, il est l'un des premiers chercheurs français à s'être penché sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication, en particulier leurs usages et leur appropriation.

RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION SIRPA
DANS UN PALAIS DE LA VILLE ROSE

**« En 1999, le général commandant la Région Terre Sud-Ouest (RTSO), voulait monter une antenne du SIRPA dans la région Midi-Pyrénées (celle de Bordeaux était seule existante).
J'ai accepté parce qu'il y avait tout à faire !»**

En 1997, je suis partie à Toulouse pour suivre mon mari. Pendant un an, j'ai été mutée dans un bureau du service national où je me suis occupée de la mise en place des JAPD¹⁴.

C'était difficile mais, heureusement, au bout d'un an, le général de corps d'armée de Lambert m'a demandé de créer une antenne SIRPA en Midi-Pyrénées (Aujourd'hui l'Occitanie, élargie du Languedoc-Roussillon.). Cela m'a intéressé parce qu'il y avait tout à faire.

C'était juste après la fin de la conscription, en 1998 et l'armée avait besoin d'officiers spécialisés.

J'ai travaillé avec le délégué militaire départemental (DMD)¹⁵ au palais Niel, l'une des plus belles demeures de la ville, construite entre 1863 et 1868, pour le maréchal de France Adolphe Niel. J'y suis restée jusqu'à ma retraite en 2011.



Palais NIEL. Rue Montouliou à Toulouse

14. Depuis 1999, le service national, dont la durée avait été progressivement réduite à un an, a été remplacé par une journée de sensibilisation à la défense, appelée "journée d'appel de préparation à la défense" (JAPD). Ce rendez-vous concerne tous les jeunes Français, Chaque année, 800 000 filles et garçons assistent à la journée d'appel de préparation à la défense. C'est une participation indispensable pour pouvoir s'inscrire aux examens officiels.

15. Conseiller militaire du Préfet pour l'exercice de ses responsabilités de défense, le Délégué militaire départemental (DMD) est le représentant du chef d'état-major des armées dans son département. Il appuie en complément l'action préfectorale dans la planification, la préparation et la conduite d'une crise, et à ce titre, réoriente les demandes de prestations vers les organismes d'armées compétents. En cas d'urgence, le DMD est susceptible, par délégation, d'exercer le contrôle opérationnel des moyens militaires engagés dans le département. Le DMD est responsable de la coordination des opérations de rayonnement visant à promouvoir l'esprit de défense et à renforcer les liens avec la société civile. Il organise, en liaison avec les autorités civiles, les cérémonies nationales et départementales.

Autour de Toulouse, il y avait six régiments.

*Le 1^{er} RTP de TOULOUSE (Premier Régiment du Train Parachutiste)



« Par le ciel, partout, pour tous »

*Le 1^{er} HP de TARBES (Premier Régiment de Hussards Parachutistes)



« Si tu as tout perdu, souviens-toi qu'il te reste l'honneur »

*Le 1^{er} RCP de PAMIERS (Premier Régiment de Chasseurs Parachutistes)



« Vaincre ou mourir »

*Le 3^{ème} RMA de MURET (Troisième Régiment du Matériel)



« Savoir faire »

*Le 17^{ème} RGP de MONTAUBAN (17^{ème} Régiment du Génie Parachutiste)



« Sapeur suis, para demeure »

*Le 35^{ème} RAP de TARBES (Régiment d'Artillerie Parachutiste)



« Droit devant »

J'ai aussi travaillé pour les régiments de Castelsarrasin et de Carcassonne.

*Le 31^{ème} RG de CASTELSARRASIN (Régiment du Génie)



« Ouvrir la route »

Le 3^{ème} RPIMA de CARCASSONNE (Régiment de Parachutistes d'Infanterie de Marine)



« Etre et durer »

Jusqu'en 2010, j'ai géré toute la communication de Midi-Pyrénées et la formation des OSC (Officiers Sous Contrat). J'ai géré les nouveaux réseaux, créé des blogs, rédigé une lettre mensuelle qu'on envoyait aussi aux préfetures, aux maires, aux DMD..

On était au cœur de tout. J'ai monté l'équipe et la structure. J'étais vraiment autonome et j'ai recruté une assistante pour avoir un personnel civil, comme moi. Ensuite, j'ai été aidée par des journalistes stagiaires. On était hébergés à côté du palais Niel.

Je ne rendais les comptes qu'à mon chef de Bordeaux qui dirigeait l'antenne SIRPA de la RTSO (Région Terre Sud-Ouest). C'est en 1999 que sont apparus les officiers sous contrats. C'étaient des jeunes universitaires diplômés de communication d'écoles de journalisme ou bien des juristes. Ils intégraient l'armée comme contractuels au grade de lieutenant avec la possibilité d'intégrer l'armée active au bout de 6 ou 7 ans. Ils signaient un contrat pour trois ans, renouvelable deux fois.

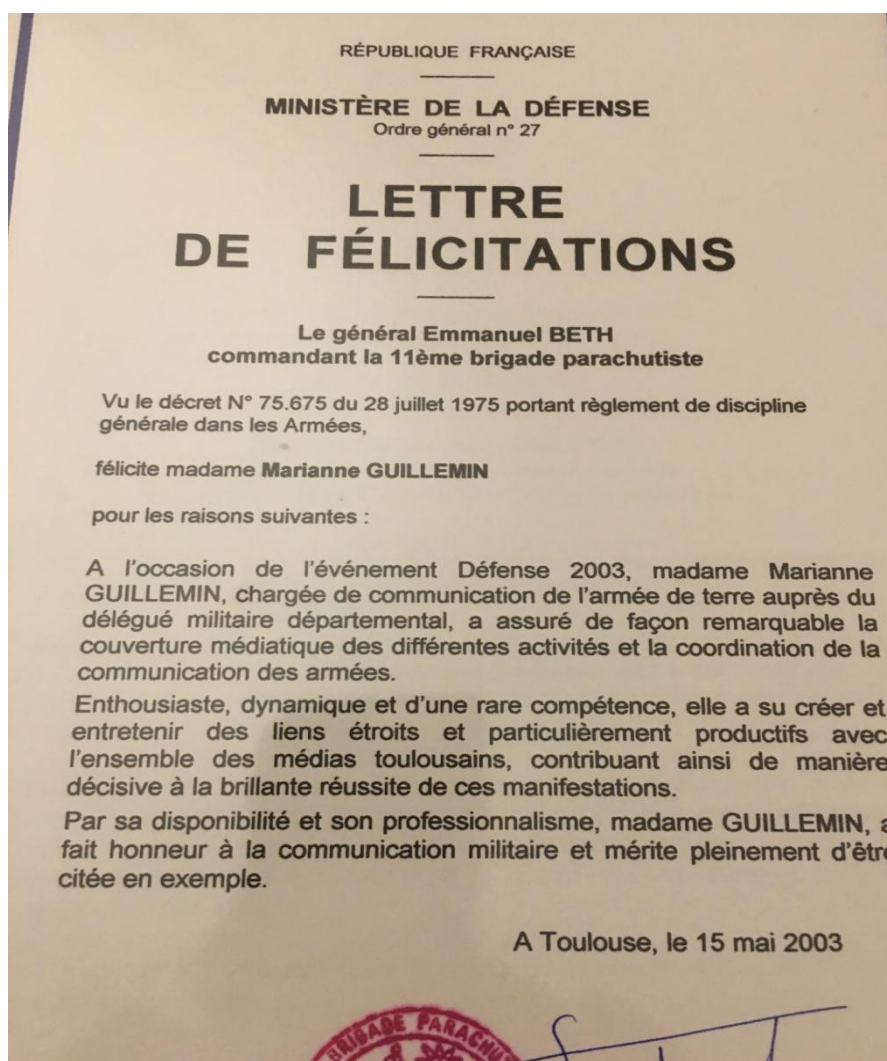
Avant, c'étaient les militaires qui s'occupaient de la communication. Désormais, c'étaient des communicants qui devaient s'adapter au monde militaire. J'étais un peu l'interface de ces deux mondes qui avaient tout intérêt à s'entendre. Aujourd'hui, les recruteurs ont le cœur d'expliquer ce que cela veut dire que de s'engager et, pour éviter des déconvenues, ils ont remis le curseur sur le cœur du métier de soldat.

La plupart étaient des femmes que je devais accompagner. Elles étaient affectées dans des régiments des armes, ce qui n'était pas évident. Un jour, une jeune femme m'a dit : « Je dois faire des marches de plusieurs jours, monter la garde, porter l'uniforme.. Mais moi, je suis juriste avant tout ! »

Elles n'avaient pas toutes forcément intégré qu'elles étaient d'abord militaires.

Il fallait leur apprendre le savoir-être dans l'armée, ce qui n'était pas gagné.

Par exemple, l'une d'entre elles, lieutenant, avait passé des « consignes » à son capitaine pendant qu'elle partait en opération extérieure. Il a fallu que je lui explique qu'il y avait une manière de se comporter dans le cadre de la hiérarchie militaire.



Les militaires qui étaient dans ces régiments, voyaient d'un mauvais œil, ces jeunes femmes qui arrivaient directement officiers, sans avoir d'expérience.

Elles avaient entre 23 et 26 ans et l'armée était souvent leur première expérience professionnelle. On les appelait les OSC (Officiers Sous Contrats). Pendant dix ans, cela a été le cœur de mon métier. Petit à petit, elles ont été reconnues. Pour les garçons, officiers communication, ce n'était pas évident non plus, car la plupart n'avaient pas plus d'expérience de l'armée et ne correspondaient pas forcément aux critères physiques

Mon travail consistait également à faire une revue de presse quotidienne que j'envoyais à Bordeaux avant 9 heures et qui partaient ensuite sur Paris.

Comme j'étais chef d'antenne, j'accompagnais régulièrement les cadres spécialistes lorsqu'ils allaient dans un régiment pour vérifier que les directives nationales de commandement étaient bien appliquées et que les OCI (Officiers Communication Information) étaient correctement employés dans chaque régiment. Il y avait des revues groupées de cadres dont je faisais partie. Une autre manière de légitimer la communication.

PRESSE

Avant, on mettait un brassard « Presse » à un officier et on lui disait « occupez-vous de la communication ! ». Maintenant, cela a bien changé. Il y avait aussi les voyages de presse qu'il fallait monter avec les journalistes comme en Bosnie, en Italie ou en Côte d'Ivoire.

Rapidement, on m'a demandé d'aller dans les écoles de journalisme comme l'EJT à Toulouse ou l'ESJ à Paris pour informer sur les métiers de l'armée. Tout cela me passionnait.

*« Etre officier communication dans l'armée,
c'est aussi faire face à des événements difficiles,
comme en 2008 en Afghanistan ou en 2009 à Carcassonne. »*

Un soldat sait qu'il est prêt à mourir pour son pays et l'éventualité du sacrifice suprême est une part essentielle de son engagement. Pour les communicants de l'armée, c'est le pire des moments. Dans le code d'honneur du soldat¹⁶, les principes 8 à 10, disent :

8. Au combat, je n'abandonne ni mon arme, ni mes camarades morts ou blessés. Maître de ma force, j'agis avec humanité et respecte mon ennemi.

9. La mission est sacrée, **je l'accomplis jusqu'au bout** avec détermination et esprit d'initiative.

10. **Le succès des armes de la France guide mon action.**

16. En 1999, apparaît le premier code du soldat distribué à l'ensemble de l'armée de Terre sous forme de carte de crédit. Ce document de 11 commandements, symbolise les fondements de l'engagement au service de la France et les vertus essentielles du soldat. Pendant des années, le code a fixé les lignes de conduite et les comportements des soldats en OPEX, OPINT comme dans leur vie quotidienne.



Je me souviens de ce 18 août 2008 où une section de parachutistes est tombée dans une embuscade tendue par les talibans dans la vallée d'Uzbin, Il s'agissait de fantassins du 8^{ème} RPIMA de Carcassonne : 10 morts français au combat et 21 blessés. Dès qu'on a eu les messages, nous sommes allés au régiment pour avoir le maximum d'informations, en lien avec la DICOD. On pense en premier aux familles que l'on prévient en priorité. Ne jamais donner leurs noms à quiconque et surtout pas à la presse. On établit un premier communiqué pour la presse, assez succinct. Il faut aller vite mais avec prudence et rigueur et tous les communiqués que l'on a proposés devaient passer par le SIRPA Terre et le ministère de la défense.



21 août 2008. Hommage aux Invalides aux dix soldats morts pour la France en Afghanistan

Quelques mois plus tard, le 21 juin 2009, lors d'une passation de commandement au 3^{ème} RPIMA de Carcassonne, un sergent a tiré à balles réelles dans la foule.

Ce jour là, les militaires du groupe commando-parachutistes, effectuaient une démonstration de libération d'otages, ouverte au grand public. Un exercice parfaitement rôdé, sauf que, pendant la sixième démonstration du week-end, un des leurs, n'avait pas vérifié son arme. On a compté 17 blessés.

J'y suis immédiatement allée et je me souviens très bien du général qui commandait ce régiment, qui devait partir 15 jours plus tard. Il était atterré. Il avait suggéré qu'on ne dise pas à la presse, que c'étaient des balles réelles. Je l'ai convaincu du contraire car, de toute façon, la vérité est toujours meilleure à dire. Cela se serait su. Après l'accident, un mensonge, ce n'était pas excusable.



21 juin 2009 3^{ème} RPIMA Carcassonne

Nicolas Sarkozy, à l'époque président de la République, avait annoncé, dans un communiqué « qu'il en tirerait les conséquences qui seront exemplaires. »

La vérité est que les gars du 3^{ème} RPIMA partent souvent en OPEX et, à chaque fois, qu'ils reviennent, ils mettent leurs armes de côté et cette fois, le militaire en question, ne l'avait pas rendue. Quand il l'a reprise, il ne s'était pas rendu compte qu'elle était chargée à balles réelles.

Là encore, j'ai vu l'évolution de l'armée car dès le début des années 2000, on a commencé à mettre en place des cellules psychologiques pour les SPT (Syndromes post-traumatiques).

En 1981, mon mari a perdu toute sa section à Djibouti. Son chef de corps lui a donné une demi-heure pour s'en remettre. Cela a été un véritable traumatisme pour lui.

Aujourd'hui, tous les soldats qui rentrent d'OPEX, doivent rester dans un sas de compression pendant deux semaines à Chypre. Beaucoup de choses ont changé. C'est une autre génération qui se pose des questions sur le fait, par exemple, de larguer des bombes qui peuvent atteindre des populations civiles. Entre l'Algérie et la guerre du Golfe, il y a une, voire deux générations. Mais malgré tout, être victime d'un SPT, c'est considéré comme une faiblesse. Il y a encore du chemin à faire.

AZF A TOULOUSE : UNE CATASTROPHE NATIONALE
OU LES COMMUNICANTS
DE L'ARMEE ONT JOUE UN ROLE MAJEUR

« Le 21 septembre 2001, quand l'usine chimique AZF (Azote Fertilisants) a été détruite par l'explosion de nitrate d'ammonium, faisant 31 morts, 2 500 blessés et de lourds dégâts matériels, l'armée a été l'une des premières forces de l'Etat. »



L'usine AZF 21 septembre 2001. Toulouse

Quand il y a eu cette explosion, j'étais au téléphone avec Paris et je leur ai dit : « Je vais raccrocher car je crois que nous sommes victimes d'un tremblement de terre ! » Quelques secondes plus tard, une partie du plafond est tombée sur nous.

Heureusement, nous avons un réseau de communication exclusivement militaire, ce qui a été déterminant pour faire des actions conjointes avec Paris et Bordeaux. Nos réseaux étaient cryptés. Nous n'avions qu'un fax alors qu'il en aurait fallu deux pour éviter les bourrages. L'un pour envoyer et l'autre pour recevoir. Après, nous en avons acheté un second.

Nous avons tout de suite travaillé avec les services de l'Etat, notamment pour informer les journalistes. Tous les officiers de communication des régiments ont été sollicités ainsi que les troupes de ces régiments, pour commencer à évacuer les blessés et protéger la zone.

On a attendu la venue du président de la République, Jacques CHIRAC et de son premier ministre, Lionel JOSPIN. C'est à ce moment-là, que j'ai amené les journalistes sur les lieux où on avait l'impression que c'était la guerre. Un terrain miné avec un énorme cratère au milieu.



Cratère suite à l'explosion AZF

Nous avons participé à la création d'une cellule à la préfecture avec le DMD. Toutes les 15 minutes, je devais faire des comptes-rendus à la DICOD : donner des chiffres, les plus fiables possibles, sur les morts et les blessés. On devait réceptionner les politiques qui arrivaient ; leur trouver des véhicules et des chauffeurs ; préparer des dossiers de presse qui évoluaient à chaque minute. Il a fallu aussi rassurer les gens qui avaient leurs familles à Toulouse et dans sa banlieue.

J'ai participé aux plans particuliers d'intervention (PPI). Les premiers jours, je me suis trouvée sur le pont 24 heures sur 24.

Les militaires ont été là. Tous les acteurs de l'Etat, ont été mis à contribution mais l'armée était en première ligne, en ce qui concerne la communication. Nos régiments ont été ultra rapides pour envoyer des véhicules, des tentes pour des soins d'urgence, des engins de déblaiement. Les médecins militaires sont tous venus, certains sans qu'on leur demande, spontanément. L'antenne communication a joué un rôle d'interface essentiel entre l'Etat, les régiments et la presse.

« C'est à partir d'AZF que j'ai pu participer à toutes les réunions des services de l'Etat comme la DDE, la DPSD¹⁷, la préfecture...Cet événement a donné de la légitimité aux communicants de l'armée. »

Nous avons fait un retour d'expérience lors d'un séminaire avec la DICOD, qui a duré une semaine pendant laquelle, je suis intervenue pour expliquer tout ce qui s'était passé et comment améliorer nos services, si une telle catastrophe devait un jour se reproduire.

Les officiers communication ont ainsi confirmé leur légitimité.

Depuis AZF, chaque fois qu'un régiment faisait un exercice (entraînement, évacuation des ressortissants, déminage), les officiers communication étaient invités.

17. Direction du Renseignement et de Sécurité de la Défense

Pendant trois ans, nous avons suivi le dossier AZF, dans le cadre de la prévention, car on s'est aperçu que l'usine avait été bâtie sur des nitrates de cellulose qui, hors de l'eau, étaient hautement inflammables. Ces déchets dataient de la seconde guerre mondiale.



Septembre 2006. Dédicace du général de corps d'armée Gérard FRÈRE,
Commandant la Région Terre Sud-Ouest

Pendant des années, j'ai eu régulièrement des appels de journalistes nationaux et internationaux qui me posaient des questions récurrentes sur la sécurité du site, après l'explosion. Notre Antenne SIRPA était, en quelque sorte, la mémoire de cet événement, y compris auprès des services de la préfecture.

30 ANS COMMUNIQUE DES ARMEES
ET TEMOIN DE L'EVOLUTION DE LA PRESSE

« Avant, les journalistes avaient fait leur service. Aujourd'hui, la plupart n'ont pas assez de connaissances militaires et il faut tout leur expliquer. »

Au cours des années qui ont suivi la fin de la conscription, les journalistes n'avaient pas assez de connaissance sur le fonctionnement de l'armée, pour se lancer dans des reportages de spécialistes. Un jour, dans une conférence de presse, un journaliste qui voulait interviewer le général, m'a demandé où il se trouvait. J'ai dû décrire son uniforme pour qu'il le distingue « le seul qui a un képi avec des feuilles de chêne. » Tous les gens qui avaient fait leur service, connaissaient au moins les grades.

Et encore ! Heureusement que depuis 1982, les trinômes académiques¹⁸ ont été mis en place dans chaque académie. Leur but est d'élaborer une politique cohérente de formation et d'animation dans l'enseignement scolaire sur les questions liées à la Défense.





Dans les crises, on n'envoie pas particulièrement des journalistes qui connaissent la défense. Il fallait leur donner des explications plus complètes. Si on ne voulait pas qu'ils fassent des erreurs, c'était à nous de leur fournir le maximum d'informations.


Quant aux journalistes, « spécialistes défense », ils pensent souvent tout connaître, et ce n'est pas plus simple non plus. Dans les voyages de presse sur les opérations extérieures, certains voulaient mener leurs propres enquêtes sur des lieux parfois dangereux.

18. Les **Trinômes académiques** sont l'émanation du protocole signé en 1982, puis renouvelé en 1989, en 1995, en 2007 et en 2016, par les ministres de l'Éducation nationale et de la Défense, en lien avec les associations des auditeurs de l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale.

Il se compose :

 du Recteur de l'Académie

 du Gouverneur Militaire

 du Président de l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale (IHEDN) et du Président de l'association régionale.

Je me souviens d'un journaliste d'une chaîne publique, qui se voulait « autonome » que nous avons dû aller chercher dans un hôtel où on l'avait menacé. Une section est partie pour le ramener à la base.



Voyage de presse à BANGUI (Centre Afrique) en 1998

Mais cela commence à changer avec les CIRFA (Centre d'Information et de Recrutement des Forces Armées) qui viennent dans les écoles pour parler des métiers de la défense. Moi-même, j'ai fait des interventions dans les facultés et les écoles de journalisme. En général, j'y allais avec un des lieutenants officiers communication. On pouvait aussi leur proposer des voyages de presse. Bien-sûr, on ne les amenait jamais dans des endroits dangereux.

Je suis souvent confondue devant le manque de vérification des sources. Les journalistes doivent, à cause des réseaux, aller de plus en plus vite, voire informer en temps réel, ce qui les met dans des postures dangereuses. Parfois, ils croient plus les chiffres d'un blog personnel que ceux d'une institution reconnue comme l'OMS, par exemple.

Trop de sources, trop de rapidité dans le rendu et pas assez de vérifications, font que l'information part dans tous les sens et que le citoyen doit faire le tri.

Mais, en général, j'ai eu plus de problèmes avec les politiques qui veulent toujours se mettre en avant. Ils sont aux premières lignes d'événements qu'ils ne maîtrisent pas ou bien dans lesquels ils ne sont pas du tout concernés. Ils veulent se montrer et tirer la couverture à eux, surtout quand ça va bien.

UNE RETRAITE AU GALOP

« Que ce soit à travers les médias ou l'enseignement, la défense de mon pays, reste toujours bien ancrée dans mon cœur. Un intérêt que je m'efforce de faire partager aux jeunes citoyens français. »

Quand j'ai quitté l'armée en 2011, au titre des femmes qui ont eu trois enfants et 15 ans de service, j'ai continué certaines activités, notamment l'enseignement de la défense à l'université de Lyon et à la faculté catholique privée de Nantes.

J'ai été correspondante de presse à la Tribune, au Progrès dans la Loire et dans d'autres médias. Enfin, je suis intervenue - toujours sur la défense- auprès de jeunes étudiants des écoles de journalisme de Nantes ou de Toulouse. En général, ils ont beaucoup à apprendre sur l'armée. Je continue à écrire¹⁹, notamment avec les éditions « Max Milo » qui m'ont déjà deux fois publié. Et j'ai enfin, plus de temps à consacrer à ma passion : l'équitation !



Avec mon Centuri

Marianne GUILLEMIN
Février 2021

19.- Le parcours des combattants chez L'Harmattan en 2011 (document)- Dans la gueule du loup chez Max Milo en 2014 (récit)- Mon chevalier du ciel chez Max Milo en 2016 (récit) - L'estivant 2017 chez Edilivre (roman)- L 'envers du décor chez Edilivre en 2019 (roman) - les enfants de la violence (en cours) document.